

Unité départementale Le Havre
48 rue Denfert Rochereau
BP 59
76084 Le Havre

Le Havre, le 16/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/06/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

JEANCLO

AVENUE RENE COTY
CENTRE COMMERCIAL COTY
76600 LE HAVRE

Références : -
Code AIOT : 0100051672

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/06/2024 dans l'établissement JEANCLO implanté AVENUE RENE COTY CENTRE COMMERCIAL COTY 76600 LE HAVRE. L'inspection a été annoncée le 19/06/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite inopinée du restaurant McDonald's, avenue René Coty, Centre commercial Coty au Havre a été réalisée dans le cadre de l'action nationale 2024 de l'inspection des installations classées (Instruction du ministre de la Transition écologique et de la cohésion des territoires du 15 décembre 2023) relative à l'obligation de tri des déchets dans les enseignes de restauration, et d'utilisation de vaisselle réemployable.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- JEANCLO
- AVENUE RENE COTY CENTRE COMMERCIAL COTY 76600 LE HAVRE
- Code AIOT : 0100051672
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Activité de restauration sur place permettant la restauration simultanée d'au moins 20 personnes, assises ou non.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 Vaisselle restauration et tri
- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Utilisation de la vaisselle réemployable en restauration sur place	Code de l'environnement du 28/12/2020, article L. 541-15-10 et D. 541-342	Demande d'action corrective	2 mois
2	Système de collecte séparée pour emballages et biodéchets dans un ERP	Code de l'environnement du 10/02/2020, article L. 541-21-2-2 et R. 541-61-2	Demande d'action corrective	2 mois
3	Collecte séparée des biodéchets par le restaurateur	Code de l'environnement du 10/02/2020, article L. 541-21-1-I	Demande d'action corrective	2 mois
4	Tenue et transmission des registres (optionnel)	Code de l'environnement du 01/04/2021, article R. 541-43	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'établissement utilise de la vaisselle réutilisable dans son restaurant pour la plupart des produits proposés aux clients mais continue d'utiliser des contenants non réemployables pour les frites, les nuggets ou les glaces en cas de rupture de stock de vaisselle réemployable. Des travaux sont prévus en juillet-août 2024 pour mettre en place un lave-vaisselle permettant de disposer de vaisselle réemployable en continu. Un délai de 2 mois est ainsi accordé pour la mise en conformité sur l'utilisation exclusive de vaisselle réemployable pour la restauration sur place. L'établissement a installé des dispositifs de tri des déchets en salle comme en cuisine au sein de son restaurant. La collecte séparée en salle des déchets alimentaires (biodéchets) et des autres déchets doit être améliorée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Utilisation de la vaisselle réemployable en restauration sur place

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/12/2020, article L. 541-15-10 et D. 541-342
Thème(s) : Actions nationales 2024, Utilisation de la vaisselle réemployable en restauration sur place
Prescription contrôlée : A compter du 1er janvier 2023, les établissements de restauration sont tenus de servir les repas et boissons consommés dans l'enceinte de l'établissement dans des gobelets, y compris leurs moyens de fermeture et couvercles, des assiettes et des récipients réemployables ainsi qu'avec des couverts réemployables. Les modalités de mise en œuvre du présent alinéa sont précisées par décret.
Constats : L'exploitant a bien connaissance de la réglementation relative à l'obligation de servir des repas et boissons dans de la vaisselle réemployable ainsi qu'avec des couverts réemployables. Dans le cadre de son activité, l'établissement est soumis à cette obligation, car il propose plus de 20 places assises en intérieur avec un service de restauration sur place mais aussi à emporter. L'inspection a constaté la présence de vaisselle réutilisable sur les plateaux des clients ainsi que dans les bacs de récupération de vaisselles présents dans la salle de restauration et dans l'espace cuisine. Néanmoins, l'inspection a également constaté sur les plateaux des clients ainsi que dans les poubelles, la présence de boîtes ou gobelets en carton ou de sachets en papier kraft pour la consommation de frites ou de glaces Mc Flurry ou de Happy Meal ainsi que des couverts en plastique. M. BAROUDI a expliqué que le restaurant était en rupture de stock pour les contenants en plastiques pour les glaces, frites, nuggets. En effet, le restaurant ne dispose pas encore de lave-vaisselle. La vaisselle est livrée propre trois fois par semaine et la vaisselle sale est récupérée par le même prestataire tous les deux jours. L'exploitant a indiqué que des travaux étaient prévus en juillet-août pour agrandir l'espace cuisine et disposer d'un lave-vaisselle.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il n'est pas proposé de suite à l'encontre de l'exploitant à ce stade dans la mesure où des travaux sont prévus à court terme pour disposer de lave-vaisselle permettant de ne plus être en rupture de stock en vaisselle réemployable. L'exploitant devra justifier sous un délai de 2 mois de la bonne réalisation de ces travaux permettant de n'utiliser que de la vaisselle réemployable.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Système de collecte séparée pour emballages et biodéchets dans un ERP

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 10/02/2020, article L. 541-21-2-2 et R. 541-
--

61-2
Thème(s) : Actions nationales 2024, Tri et collecte séparée des biodéchets et emballages du public
Prescription contrôlée : Les exploitants des établissements recevant du public, au sens de l'article L. 123-1 du code de la construction et de l'habitation, organisent la collecte séparée des déchets du public reçu dans leurs établissements ainsi que des déchets générés par leur personnel. Pour cela, ils mettent à la disposition du public des dispositifs de collecte séparée des déchets d'emballages ménagers constitués majoritairement de plastique, acier, aluminium, papier ou carton ainsi que des déchets d'imprimés papiers et de papiers à usage graphique, d'une part, et des biodéchets, d'autre part. Sont soumis à cette obligation (prévue à l'article L. 541-21-2-2) les établissements recevant du public produisant plus de 1 100 litres de déchets, tous déchets confondus, par semaine.
Constats : Lors de la visite, il a été constaté que des dispositifs de tri des déchets en salle sont proposés aux clients permettant de trier : • les restes des boissons et glaçons, réceptionnés dans un bidon ; • les restes des déchets alimentaires (biodéchets), serviettes et autres déchets, réceptionnés dans un bac commun; • les déchets d'emballages vidés, réceptionnés dans un bac dédié La vaisselle réemployable est également récupérée dans un bac dédié. En cuisine, l'exploitant a mis à disposition de son personnel des bacs différenciés permettant la collecte des biodéchets, des déchets d'emballages recyclables et des autres déchets. Il dispose également de bidons pour stocker les huiles de friture usagées collectées par la société Quatra. Les déchets d'emballages sont ensuite mis dans une grande poubelle jaune réservée au Mc Donald's située dans l'espace commun de regroupement des déchets du centre commercial avant évacuation par Veolia. L'exploitant a toutefois signalé que Veolia refusait de collecter des déchets d'emballages trop souillés. Les déchets alimentaires sont également mis dans une caisse verte réservée au Mc Donald's située dans l'espace commun de regroupement des déchets du centre commercial avant évacuation par Veolia vers son centre de valorisation à Saint-Vigor d'Ymonville.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Les déchets alimentaires et les autres déchets ne doivent pas être réceptionnés dans une poubelle commune mise à disposition du public. Un dispositif permettant de mieux séparer ces déchets et permettre une meilleure valorisation des déchets alimentaires doit être mis en place.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Collecte séparée des biodéchets par le restaurateur

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 10/02/2020, article L. 541-21-1-I
Thème(s) : Actions nationales 2024, Tri et collecte séparée des biodéchets
Prescription contrôlée : Au plus tard le 31 décembre 2023, cette obligation [de tri à la source des biodéchets] s'applique à tous les producteurs ou détenteurs de biodéchets, y compris aux collectivités territoriales dans le cadre du service public de gestion des déchets et aux établissements privés et publics qui génèrent des biodéchets. Les biodéchets qui ont fait l'objet d'un tri à la source ne sont pas mélangés avec d'autres déchets.
Constats : Comme détaillé au point de contrôle n° 2, les biodéchets font l'objet d'une collecte spécifique en cuisine, et sont ensuite valorisés dans une filière dédiée. En salle, les biodéchets sont collectés avec les autres déchets, dans un bac commun.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de mettre en place des dispositifs de tri en salle séparant correctement les biodéchets des autres déchets dans un délai de 2 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Tenue et transmission des registres (optionnel)

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/04/2021, article R. 541-43
Thème(s) : Actions nationales 2024, Traçabilité des déchets
Prescription contrôlée : I.-Pour l'application du I de l'article L. 541-7, les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, et les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement de ces déchets et des produits et matières issus de la valorisation de ces déchets. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans.
Constats : L'exploitant ne dispose pas de registre chronologique de la production et de l'expédition de déchets.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit mettre en place un registre chronologique sur son site au sein duquel seront consignés pour chaque jour : le nombre de poubelles ou de sacs éliminés en fonction de leur nature (biodéchets, emballages, ordures ménagères résiduelles, huiles...).

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois